

# La manifestation “contre Marrakech” prévue dimanche est interdite

■ D'autres rassemblements, pourtant moins sensibles, le sont aussi. Les autorités ne voulaient pas tenter le diable.

Une manifestation d'extrême droite prévue à Bruxelles dimanche est interdite sur tout le territoire de la Région”, ont annoncé, mercredi, le ministre-Président bruxellois Rudi Vervoort et le bourgmestre de la Ville de Bruxelles Philippe Close, tous deux socialistes.

Le Conseil régional de sécurité s'est réuni et au cours de la réunion, le bourgmestre de la Ville de Bruxelles a fait part de son intention d'interdire la manifestation, sur la base des informations délivrées par la zone de police Bruxelles-Capitale-Ixelles.

Celle-ci a indiqué que la manifestation pourrait se propager à d'autres zones, ce qui a poussé le ministre-Président de la Région de Bruxelles-Capitale à prendre un arrêté d'interdiction de toute manifestation “sur l'ensemble du territoire régional bruxellois”.

## Schild en Vrienden et les hooligans

Les associations de droite et d'extrême droite flamandes KVHV, NSV, Schild en Vrienden, Voorpost et Vlaams Belang Jongeren avaient appelé à manifester, dimanche, à Bruxelles, contre le pacte de l'Onu sur les migrations, formellement approuvé lundi à Marrakech.

Le quotidien flamand *De Morgen* rapportait, mardi, que des hooligans de différents clubs de football belges s'étaient également engagés à participer à cette marche contre Marrakech. Une demande de contre-manifestation avait également été introduite.

“Il est hors de question de laisser une marche brune se dérouler à Bruxelles”, ont indiqué MM. Vervoort et Close. Cette interdiction aura des conséquences sur d'autres manifestations programmées dimanche, vu l'impossibilité de contrôler la sincérité de chacun.”

Le bourgmestre de la Ville de Bruxelles et le ministre-Président ont appelé les manifestants à se mettre en contact avec les autorités policières pour reprogrammer leur action “en toute sérénité”.

## Nouvelle manif pour le climat

Voilà qui plombe la manifestation que des collectifs citoyens et des organisations appelaient à organiser en faveur de la “justice climatique et sociale”, devant le 16 rue de la Loi, dimanche.

“Bien qu'aucune autorisation n'ait été demandée, l'ac-

tion se veut tout aussi familiale que la manifestation ‘Claim The Climate’ du 2 décembre”, indiquaient, mercredi, les organisateurs, précisant que plus de 1 800 personnes avaient annoncé leur participation sur Facebook. Le rassemblement est organisé par les collectifs citoyens Act For Climate Justice, 350.org Belgium, Réseau ADES, Tout Autre Chose, Hart Boven Hard, avec le soutien de Greenpeace Belgium et Climate Express. “Le rassemblement a pour but de se rendre visible au plus proche des sphères de pouvoirs pour provoquer des actes ambitieux et socialement justes en matière de climat et, plus précisément, exiger une loi climat. Nous voulons faire de ce rendez-vous un moment d'échange durant lequel chacun pourrait écrire des propositions à intégrer dans une loi climat juste socialement et à la hauteur des changements radicaux nécessaires tel qu'annoncés par le Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat”, expliquaient les organisateurs.

Dès le début, l'opération risquait d'avoir du plomb dans l'aile dès lors que le lieu choisi pour le rassemblement était situé en zone neutre, où toute manif est interdite. “Il n'y a pas de zone neutre climatique”, ont rétorqué les organisateurs. Il y a urgence et les responsables politiques au gouvernement ne sont pas à la hauteur. Charles Michel annonce que le climat fera partie de ses priorités? Nous y voyons surtout un effet d'annonce. Ce qui compte, ce sont les actes, et dans ce domaine la Belgique ne fait rien”, ont-ils conclu. Il y a peu de chances qu'ils puissent répéter ces arguments dans la rue, dimanche.

J.-C.M.

Étaient  
annoncés  
les membres  
d'associations  
flamandes  
d'extrême  
droite, des  
hooligans de  
plusieurs clubs  
de football  
et des contre-  
manifestants.